

**Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles**  
**International Journal of Sociocultural community development and practices**  
**Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales**



**Gillet J.-C., Éducation populaire, culture et animation socioculturelle. Les orientations du Parti socialiste unifié (1960-1990), L'Harmattan, coll. « Animation et territoires », Paris, 2015, 273 p., 28,50 euros**

Jean-Pierre Augustin

Number 9, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1100091ar>

DOI: <https://doi.org/10.55765/atps.i9.559>

[See table of contents](#)

**Publisher(s)**

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

**ISSN**

1923-8541 (digital)

[Explore this journal](#)

**Cite this review**

Augustin, J.-P. (2015). Review of [Gillet J.-C., Éducation populaire, culture et animation socioculturelle. Les orientations du Parti socialiste unifié (1960-1990), L'Harmattan, coll. « Animation et territoires », Paris, 2015, 273 p., 28,50 euros]. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (9), 73–74. <https://doi.org/10.55765/atps.i9.559>

© Jean-Pierre Augustin, 2015



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Notes de lecture / Readings notes / Informes

**Gillet J.-C., *Éducation populaire, culture et animation socioculturelle. Les orientations du Parti socialiste unifié (1960-1990)*, L'Harmattan, coll. « Animation et territoires », Paris, 2015, 273 p., 28,50 euros**

**Jean-Pierre Augustin**

Université de Bordeaux, UMR ADES/CNRS  
jean-pierre.augustin@msha.fr

Jean-Claude Gillet est un chercheur prolifique et la quinzaine de livres qu'il a proposés s'inscrivent autour de deux thématiques majeures, celle de l'animation professionnelle et de l'éducation populaire, et celle de l'engagement politique autour du Parti socialiste unifié (PSU) où il a milité et occupé des responsabilités nationales. Son dernier ouvrage fait, pour la première fois, le lien entre ces deux thématiques puisqu'il analyse la pensée et l'action de ce parti dans le champ de l'éducation populaire, de la culture et de l'animation socioculturelle. Le résultat est passionnant car il rappelle les débats politiques, qui depuis les années 1960, ont nourri le champ de la recherche et de l'action dans le domaine de la culture au sens large. Les visions humanistes, marxistes, anthropologiques se confrontent en même temps que s'expérimentent des actions dans de nombreuses villes françaises et notamment à Paris, Avignon et Grenoble.

On mesure mieux le rôle de ce parti militant et des milliers d'acteurs qui ont participé aux recherches et aux expérimentations, qu'ils soient artistes, créateurs, intellectuels, élus, enseignants, responsables administratifs, professionnels de la culture, cadres ou simples militants. Mais l'ouvrage, outre les rappels historiques, fournit aussi des clefs pour comprendre les enjeux actuels, les interactions de la politique et de la culture et les tensions qui en résultent.

Après une préface de Dominique Wallon qui a été président de l'UNEF, membre du PSU et directeur de plusieurs services au ministère de la Culture, l'ouvrage s'organise autour de trois chapitres consacrés aux événements politiques, aux expérimentations locales et aux acteurs. Le premier rappelle les grands moments du PSU, qu'il s'agisse des congrès, des élections nationales, des luttes autour d'enjeux culturels qui ont marqué les trente années d'action du parti. Les débats autour des équipements socioculturels et en particulier des MJC et surtout de « la rupture de mai 1968 » sont particulièrement bien analysés, avec des citations d'auteurs et des extraits de la revue Tribune socialiste (TS). Notons le rappel (page 48) de la date du 27 mai 1968 où le PSU avec 73 associations d'éducation populaire de jeunesse et de développement culturel signent une déclaration de principe faisant appel à la création d'un Conseil national de la jeunesse, à l'établissement de conventions pluri-annuelles entre les associations et l'État, à la reconnaissance de la fonction d'animateur et à la mise en œuvre d'une loi cadre de l'éducation populaire et du développement culturel.

Le deuxième chapitre est consacré à une dizaine de lieux d'intervention et d'action du PSU. Ainsi à Paris, les luttes des MJC, remises en question par la municipalité, sont analysées à partir d'archives et de débats dans TS. Les controverses autour du projet du centre Pompidou (centre Beaubourg) témoignent aussi du contexte d'une époque où s'opposent les logiques locales de participation et les logiques de l'Etat comme en témoigne un texte de TS : « Le meccano Beaubourg s'ordonne en réalité à deux modèles : la grande surface commerciale et l'usine (...). Il ne reste ici que l'emphase d'une construction où l'invention se résume à l'hypertrophie tectonique comme si l'animation façon Pompidou-Chirac appelait l'incroyable brutalité de cette implantation dans un tissu urbain qui avait son échelle, sa logique, son histoire » (p. 178-179). D'autres exemples en région parisienne et notamment à Evry ville-nouvelle et en province témoignent de l'activisme du parti et de son engagement dans le domaine de la culture.

Mais le laboratoire du PSU reste Grenoble qui voit la victoire aux élections municipales de 1965 de l'alliance PSU-GAM et entreprend des innovations urbaines et culturelles que ce soit autour des MJC, de la maison de la culture et des équipements intégrés dans les nouveaux quartiers d'habitations. Ces actions, largement commentées par la presse nationale et les revues spécialisées en aménagement et urbanisme, ont un effet d'entraînement et de modèle pour de nombreuses villes. Mais sur le terrain, les tensions sont nombreuses et Jean-Claude Gillet note que ce qui est en jeu derrière les conflits entre acteurs, ce sont des interprétations différentes de la légitimité démocratique : comment tirer un bénéfice de la reconnaissance des assemblées de citoyens et de celles des militants des équipements sociaux, éducatifs et culturels ? Il existe ainsi un arrière-plan de conflits politiques dans la gestion de ces équipements sur la conception du pouvoir : cogestion ou perspective autogestionnaire ? Projet émancipateur ou programme de consommation d'activités ?

Le troisième chapitre s'intéresse aux acteurs du PSU, mais aussi à ceux qui ont un lien direct avec le secteur culturel du parti. Les réponses au questionnaire envoyé par l'auteur à plus d'une dizaine d'entre eux sont des témoignages précieux car ils éclairent, avec le recul nécessaire, les représentations qu'ils se font de leur action passée. Parmi eux se trouvent des théoriciens comme Emile Copferman ou Bernard Miège, d'autres qui se sont engagés dans l'action municipale comme Bernard Gilman ou René Rizzardo ou d'autres encore qui sont devenus des commis de l'Etat dans l'administration culturelle comme Dominique Wallon.

Au total, Jean-Claude Gillet propose un ouvrage utile à l'histoire culturelle et politique du pays qui s'inscrit bien dans la perspective praxéologique qu'il privilégie depuis ses premiers travaux sur l'animation professionnelle. L'ouvrage est un outil pour les historiens de la culture et les chercheurs en science politique, mais il intéresse aussi les acteurs de l'animation et de l'éducation populaire car les analyses proposées gardent une vraie actualité.